

Mali, les Dogons refusent d'être désarm

Par **La rédaction de Mondafrique** - 20 mars 2018



Dans le contexte d'insécurité qui règne sur la quasi totalité du territoire du Mali, certains Dogons refusent d'être désarmés. Depuis quelques semaines, dans le cercle de Koro au centre du pays, des affrontements ont opposé des Donzos (chasseurs traditionnels) dogons à la communauté peule, dont certains membres d'entretenir des liens de proximité avec les groupes djihadistes.

Depuis deux mois, les habitants affirment que de nombreux chasseurs constitués en milice, ont armés de guerre. En deux semaines, plusieurs dizaines de personnes ont péri dans ces affrontements.

Les deux communautés se sont retrouvées ce week-end à Bamako pour faire la paix après les affrontements qui ont causé une vingtaine de morts à Mopti, dans le centre du pays. La rencontre organisée sous l'égide du ministre de la Réconciliation a abouti à une entente entre les associations communautaires peules et dogons et les chefs communautaires de Bamako n'a pas beaucoup de portée puisqu'entre dimanche et lundi, le village de Koro, a été brûlé et détruit suite à des violences intercommunautaires, ont indiqué dans un communiqué. Alors que le risque de conflit ethnique ne semble pas écarté, le problème du banditisme n'est lu



Mondafrique s'est entretenu avec *Moïse, secrétaire général de « Dan na ambasagou », le group quatre cercles du pays dogon. Pour lui, ces opérations qui visent les « djihadistes-malfaiteurs » nécessaire pour ramener la sécurité dans ces zones où l'État est absent. Il réfute néanmoins to vers une guerre intercommunautaire.*

Des affrontements violents entre les chasseurs dogons et la communauté peule ont o ces dernières semaines. Ces conflits ont mis sur les routes de nombreuses familles pe propre sécurité. Qu'est-ce qui a déclenché ce regain de violence ?

L'insécurité grandissante en est la cause principale, notamment dans le cercle de Koro. Cette in prendre les armes et affronter les « malfaiteurs ». Nous sommes arrivés dans cette zone en août brigades ayant pour objectif d'assurer la sécurité des populations et de leurs biens et aussi pou faisons ce travail.

Qui sont ces malfaiteurs que vous combattez et dans quelles zones les chasseurs sont

Ceux que nous ciblons et que nous appelons les « malfaiteurs » sont les djihadistes et les bandit populations, qui viennent leur prendre leur bien, leur vivre, leur bétail. Mais qu'ils se méfient, n là, de Timissa jusqu'à Mondoro, dans le cercle de Douentza, Bankass, Bandiagara, ainsi qu'à M

Selon nos informations, des chasseurs se diraient mandatés pour mener leurs opérati traditionnelles contre des armes de guerre. Qu'en est-il ?

Nous ne sommes mandatés par aucune autorité malienne, par personne. Nous sommes avec l'é lui. Depuis des temps immémoriaux, nous avons toujours contribué à la sécurisation de ces zor fondateurs de ces villages. Concernant les armes, nous nous sommes équipés, c'est vrai et aujc que ce soit.

D'où proviennent ces nouvelles armes ?

Nous les avons obtenues grâce aux opérations que nous menons sur le terrain. Quand nous par saisissons leurs armes. C'est comme cela que nous nous les sommes procurées, personne ne n

d'armes plus sophistiquées qui en plus des pouvoirs traditionnelles hérités de nos ancêtres nous malfaiteurs.

À quel genre de pouvoir faites-vous allusion ?

Ces pouvoirs sont réels, tous les chasseurs qui opèrent avec nous dans ces zones sont des chasseurs extraordinaires et d'une très bonne connaissance du terrain. Certaines de nos unités que nous appelons unités de faculté de disparaître, ils peuvent opérer et frapper par surprise, n'importe où.

Ne pensez-vous pas qu'en vous armant, vous entravez encore plus les efforts de consensus, le processus, le DDR (désarmement, démobilisation, réintégration), peine à être

Leur système de DDR ne nous intéresse pas. Si l'État veut nous désarmer, il faut qu'il accepte certaines conditions.

Quelles conditions ?

Il faut qu'il accepte de venir construire une base militaire permanente dans cette zone avec des populations. Si cette condition est remplie nous rendrons les armes.

Pourtant, le gouvernement a annoncé qu'il désarmerait «tous ceux qui ne doivent pas être discriminés».

Nous ne leur remettrons pas nos armes, pas question ! Il ne faut même pas qu'ils essaient de récupérer les Famas seront sur place et qu'ils seront en mesure de sécuriser durablement ces territoires, nous pourrions rendre les armes. Mais, nous ne sommes pas d'accord pour désarmer alors qu'ils restent dans ces zones. Nous n'allons pas rendre nos armes et laisser des voyous venir maltraiter les paisibles populations.

Respectez-vous la mesure de restriction à la mobilité qui interdit formellement d'utiliser les moyens de déplacement dans la région de Mopti notamment ?

Je vais être clair, nous ne respectons pas cette mesure-là, ni hier, ni aujourd'hui, ni demain. Le gouvernement n'applique pas ce décret. Mais dans la zone où nous opérons, les Famas ne font pas de patrouilles, il n'y a pas de contrôle, c'est ce qui nous motive aussi à continuer de circuler à moto dans la zone et savez, les «djihadistes-malfaiteurs» que nous combattons utilisent des motos. Nous sommes obligés de continuer. Si nous respectons cette mesure, nous sommes sûrs de perdre la bataille.



Quels sont vos relations avec les forces de sécurité malienne sur le terrain ?

Il faut que les gens comprennent que le travail que nous faisons sert à aider l'État qui n'est pas en train de résoudre aucun problème avec les forces de sécurité. Dès que nous avons des informations par rapport à un problème, nous le partageons et nous collaborons très bien avec les Famas quand nous les voyons. Nous collaborons très bien pour appréhender un malfaiteur, s'il y a un poste militaire pas trop éloigné de la zone d'opérations, nous ne réclamons rien, nous sommes là comme eux pour sécuriser.

Aujourd'hui dans les zones que vous sécurisez, le simple fait d'être Peul constitue-t-il un problème ?

Nous ne ciblons pas les Peuls au hasard, nous n'attaquons que ceux qui sont liés de près ou de loin à nous, nous avons eu à traquer, qui attaquent les villages, commettent des méfaits, sont majoritairement des Peuls, la raison pour laquelle les gens pensent que ce sont notre principale cible.

Comment faites-vous pour identifier ces « malfaiteurs » qui seraient issus majoritairement de la communauté Peule ? Craignez-vous pas de faire des amalgames ?

Non, nous ne tombons pas dans l'amalgame. Nous n'attaquons pas directement, ce sont eux qui nous défendent et les poursuivons. Quand nous sommes attaqués, nous ripostons. Ceux qui commettent des exactions sont majoritairement des Peuls, bien qu'il y ait d'autres ethnies avec eux. Pour nous, il n'y a pas d'amalgame de notre part à ce niveau. Vous savez, nous vivons avec les Peuls depuis des siècles, nous sommes Dogons et Peuls. Nous sommes loin d'un conflit intercommunautaire comme on peut l'entendre ailleurs, nous ne combattons pas les Peuls, mais nous combattons les malfaiteurs. Qu'ils soient Peuls, Dogons ou autres, nous les combattons, quel que soit leur nom.

Ne craignez-vous pas d'être entraîné dans un long cycle de violence fait d'attaques et de ripostes ?

Nous devons faire face à ces malfrats parce que personne ne le fera pour nous. Nous avons les moyens, nous avons les armes qu'il le faut. Si nous déposons les armes ce soir, demain c'en sera fini de nous. Nous devons aller

À Bamako, l'État avec les chefs des associations peules et dogons, travaillent au dialogue deux communautés, soutenez-vous ces initiatives ?

Les chefs communautaires peuls et dogons, ces gens que l'État écoute à Bamako, ils ne peuvent pas nous aider. C'est nous qui subissons ces conflits. Ces gens sont en train de parler en notre République, du Premier ministre, des ministres. Ils prennent beaucoup d'argent, on leur donne de l'argent, ils vous donnent des instructions par téléphone, puis ils viennent avec leur discours, s'en retournent et nous continuons à nous faire tuer, nous continuons à subir cette situation.

Quelles solutions proposez-vous ?

Pour apaiser les tensions, il faut s'asseoir avec les vrais acteurs qui sont sur le terrain : les représentants de ces combattants peuls et à partir de là, on met tout sur la table pour résoudre les conflits. Les associations communautaires comme Tabital Pulaaku, Ginna Dogon, ça ne sert à rien, ils ne peuvent pas nous aider.

Propos recueillis par Olivier Dubois

La rédaction de Mondafrique